

Infrastructures

Grand canal Saône-Moselle : « une fausse bonne idée ! »



Pour les écologistes comtois et lorrains, un canal est un gros consommateur d'espaces naturels et d'eau. Et l'eau devient rare, comme les péniches !

Des associations écologiques lorraines et comtoises militent pour une autre solution : mettre le fret sur le rail.

EPINAL. La banderole, verte forcément, est ressortie : « *Non au grand canal* ». On ne parle plus de la liaison Rhin-Rhône par la Vallée du Doubs, projet « *coulé* » en 1997 par Lionel Jospin, après une mobilisation sans précédent des écologistes franc-comtois. Les mêmes qui hier soir, à Épinal, ont reçu le renfort de leurs amis lorrains pour « *torpiller* » l'idée d'une grande liaison fluviale Saône-Moselle remise au goût du jour lors du Grenelle de l'environnement.

« *Une fausse bonne idée !* », clame Alain Lamotte, président de Vosges Écologie, rejoint sur ce terrain sensible par Gilles Séné, président de Franche-Comté Nature Environnement et chef de file du Collectif Saône et Doubs Vivants. Ou encore François Devaux de la Commission de protection des eaux, qui, lui, parle « *d'une solution des siècles derniers* ».

Aujourd'hui, il n'est question que d'une étude portant sur quatre variantes, à cheval entre Bourgogne (depuis Saint-Jean-de-Losne), Franche-Comté et Lorraine, avec terminal à Neuves-Maisons (54). Soit 250 km d'ouvrages et de canalisations à créer, capables de faire transiter des péniches de 4.400 t maxi, pour un coût, intérêts intercalaires compris, de 15 milliards, chiffre livré par les « *anti-canal* ». Voies Navigables de France place la barre entre 7,6 et 10 milliards (HT).

Hypocrisie politique

Les militants ne s'avouent pas hostiles au développement du transport fluvial. En revanche, ils ne croient pas à la pertinence de ce projet jugé « *pharaonique* » consommateur d'espaces naturels protégés, de paysages, de terres agricoles, gourmand en ressources hydrauliques et... en écluses du fait du nécessaire franchissement du seuil lorrain (300 m de dénivelé).

« *Il y a toujours aussi peu d'eau et toujours aussi peu de matières à transporter. Donc, on ne sait pas où on va. Le contexte économique devrait à lui seul faire tout stopper* », argumentent Gilles Séné et François Devaux en brandissant l'étude socio-économique de VNF.

Pas de camions, pas de grosses barges, on ne parle pas des solutions aériennes... Question : le fret passera où sur l'axe Nord-Sud ? Jean-François Fleck, des Verts de Lorraine, entre alors en scène : « *Il existe une solution plus souple, moins coûteuse, c'est le développement des infrastructures ferroviaires et des plates-formes multimodales. Sortons de l'hypocrisie politique et du lobby des affairistes* ». François Devaux estime même « *qu'en utilisant un dixième du budget du Grand canal on peut régler en quelques années le problème du fret ferroviaire* ». Les associations réclament donc une étude comparative. Et le maintien du débat public annoncé pour... 2012 !

G.M.